

## Colères paysannes, spéculation sur les terrains et industrialisation sauvage.

En cette fin d'année, la répression des dissidents, - écrivains, artistes, avocats, pétitionnaires – continue. Comme d'habitude, la période euphorique des fêtes en Occident est propice à l'ouverture des procès et au prononcé de lourdes peines. Les condamnations qui frappent les grandes figures de la dissidence : Liu Xiaobo, Chen Guangcheng, Gao Zhisheng, ne sont en rien allégées, malgré les mouvements de soutien de l'intérieur et de l'extérieur du pays. Si quelques-uns des disparus du printemps ont recouvré la liberté, les tribunaux en jugent d'autres, moins connus à l'étranger mais admirables (Chen Xi, Chen Wei, Ni Yulan) et n'hésitent pas devant une condamnation à une décennie d'emprisonnement.

Impossible évidemment de relater toutes les violations des droits de l'homme : trop nombreuses et surtout ignorées, celles dont souffre la masse des militants inconnus de province. Mais il existe un risque encore plus grand : celui d'oublier les épreuves qu'imposent l'urbanisation et l'industrialisation sauvages à la fraction la plus nombreuse et la plus pauvre du pays : la paysannerie. Sur les cent quarante-sept mille « conflits de masse » officiellement recensés en 2010, 65% concernaient des réquisitions et cessions de terrains. Parvenue à son paroxysme juste avant Noël, l'affaire du village de Wukan est comme un condensé de la crise foncière qui agite de nombreuses localités rurales.

Situé à 120 km de Hongkong, Wukan compte 13.000 villageois dont 80% se disent victimes d'un accaparement de terres ; la mairie a réquisitionné sans consultation ni indemnisation 1.666 hectares destinés à des industriels. Le 21 septembre, les villageois commencent de manifester et exigent aussi des élections locales honnêtes. Le lendemain, ils affrontent la police, lui jetant des pierres et endommageant ses véhicules ; le secrétaire local du parti s'enfuit avec des membres de la municipalité. Le 24 septembre, les villageois désignent un comité provisoire pour les représenter. Le pouvoir les décrit

comme « un groupuscule illégal, manipulé par des forces hostiles désireuses de créer des troubles ». La police réprime le mouvement et arrête plusieurs d'entre eux. Le 10 décembre, les policiers exigent la capitulation sans condition des villageois, dont ils ont coupé l'eau et l'électricité et dont ils bloquent les approvisionnements alimentaires. Les instituteurs, qui habitent à l'extérieur, ne peuvent venir donner leurs cours. Le lendemain, lorsqu'un millier de policiers tentent de pénétrer dans la ville, ils sont repoussés par cinq mille habitants qui ont édifié des barricades et se sont armés comme ils pouvaient.

Le même jour, Xue Jinbo, chef du comité provisoire, meurt dans les locaux de la police ; sa fille a vu les doigts fracturés de son père, son cou gonflé et les traces de coups sur son dos. Les villageois demandent la restitution du corps, ce que refusent les autorités. La tension s'est accrue jusqu'au 20 décembre. Alors que les villageois s'apprêtaient à forcer le blocus, un message émanant de la direction provinciale du parti annonçait la libération des trois détenus et invitait à des discussions, ce qui a ramené le calme, du moins pour un certain temps.

Le conflit de Wukan expose tous les ingrédients des tensions rurales, à la base de l'expansion industrielle et de l'urbanisation sauvage. Les anciennes structures de possession collective (équipes ou brigades de production) ont disparu pour laisser place à l'État et au Parti, réunis dans des municipalités qui ne se heurtent à aucun contre-pouvoir ; leurs plans d'expropriation parfois ne prévoient aucune indemnisation. Les mairies se procurent en outre une bonne partie de leurs ressources par l'achat autoritaire de terrains à petit prix (dix à vingt ans de récoltes annuelles) qu'elles revendent cinq fois plus cher aux industriels - et souvent avec un profit personnel prélevé au passage.

Or la Chine manque d'eau et de terres arables. 20% de la population mondiale ne dispose que de 7% des sols cultivables : compte tenu de l'immensité des zones inhabitables, c'est, avec environ 0,01 ha par tête,

seulement le tiers de la moyenne mondiale. De plus, l'urbanisation peu économe de terrains (avec le développement indécemment des terrains de golf) et l'extension des zones industrielles soustraient chaque année d'énormes surfaces à l'agriculture, créent une catégorie nouvelle de paysans sans terre et poussent la population démunie vers les villes. Les planificateurs centraux prévoient pour les quinze ans à venir le départ pour les centres urbains de trois cent vingt millions de ruraux, l'équivalent de toute la population des États-Unis.

Même apaisé, le conflit de Wukan constituera un précédent car il a mis en lumière les principales faiblesses de l'appareil politique rural : l'accaparement des terres, la misère paysanne, l'absence d'élection libre, un secrétaire du parti en place depuis quarante ans, la corruption des municipalités et les automatismes d'une répression qui bafoue le droit car les récalcitrants sont frappés même s'ils ne demandent que justice, équité et application des lois.

# SOMMAIRE

---

<b>Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.....</b>	<b>4</b>
<b>Mouvement démocratique et répression. Liberté religieuse.....</b>	<b>4</b>
<b>Avocats. Appareil judiciaire. Criminalité.....</b>	<b>6</b>
<b>Condition ouvrière. Pollutions industrielles. Conflits du travail.....</b>	<b>8</b>
<b>Conflits de masse. Condition paysanne. Évictions foncières.....</b>	<b>9</b>
<b>Minorités ethniques .....</b>	<b>10</b>
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Mongolie intérieure	
<b>Informations diverses .....</b>	<b>11</b>
<b>Appel à coopération bénévole du groupe Chine .....</b>	<b>11</b>
<b>Démarche en faveur de Liu Xiaobo .....</b>	<b>12</b>
<b>L'Union européenne et la Chine. Triste état du dialogue sur les droits de l'homme .....</b>	<b>13</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>14</b>
<b>Sources d'information .....</b>	<b>14</b>

*(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)*

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

- 16 déc.** **La municipalité de Beijing fixe de nouvelles règles pour le circuit de l'Internet ; elles devront être mises en place dans les trois mois.** Les bloggers doivent tous s'enregistrer sous leur nom réel (mais pourront garder leur nom d'écran) ; les fournisseurs d'accès doivent installer un système pour l'approbation des contenus, destiné à éliminer les informations illégales et les rumeurs. Il est difficile de prévoir les effets de ces obligations sur le volume et le contenu des textes. (*Hongkong Economic Journal*, 20 décembre)
- 15 déc.** **Fermeture quelques jours avant les élections locales au Shandong du blog de Wang Lixin, candidat indépendant.** Wang avait été contraint d'enregistrer sa candidature par l'intermédiaire de son entreprise. Mais celle-ci soutenait le secrétaire de la cellule du P.C.C. (*C.H.R.D.*, 15 décembre)
- 12 déc.** **Le secteur étatique s'est engagé profondément dans le réseau des microblogs (Weibo, équivalent de Twitter).** Il existe plus de dix mille comptes Weibo pour les organismes gouvernementaux et quelque neuf mille comptes personnels ouverts par des agents du secteur public. Le chiffre global dépasse vingt mille sites, contre cinq mille en début 2011. (*Xinhua*, 12 décembre)
- 2 déc.** **Selon le Quotidien du peuple (24 novembre), quatre-vingt-dix-sept agences gouvernementales, ambassades et consulats, ainsi que soixante-quinze bureaux de tourisme avaient ouvert des sites de microblogs Weibo** (équivalent chinois de Twitter) pour avoir le contact avec la population chinoise. Des personnalités, comme le président du Conseil européen Van Rompuy ou la directrice générale du F.M.I. Christine Lagarde, disposent aussi d'un site Weibo. En général, les sites évitent les sujets à contenu directement politique ou qui pourraient froisser les autorités chinoises. Cependant, certains d'entre eux ont été occasionnellement censurés. (*B.B.C.*, 2 décembre)

## MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET RÉPRESSION. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

- 29 déc.** **Procès de l'ancienne avocate Ni Yulan et de son époux, Dong Jiqin,** tous deux accusés « de susciter des querelles et de provoquer des troubles » ainsi que de fraudes. Tous deux plaident non coupables. Leur avocat Cheng Hai a demandé la prise en compte de leur état physique et des blessures subies. En détention, Ni Yulan a été brutalisée à maintes reprises et ne peut plus se déplacer qu'en chaise roulante. Devant le tribunal, elle respirait grâce à un appareil à oxygène.
- Ni Yulan avait été arrêtée en avril 2011, avec son époux, un an après sa sortie de prison pour « dommages à la propriété publique », en réalité parce qu'elle avait défendu les paysans qui protestaient contre la réquisition de leurs terres, dans la délicate période qui précédait les Jeux olympiques de 2008. A sa libération, le couple avait perdu son logement et devait dormir dans la rue, avant de trouver place dans un petit hôtel où les autorités coupaient fréquemment l'eau et l'électricité. (*H.R.I.C.*, 29 décembre)
- 27 déc.** **L'avocat Tang Jingling, convoqué par la police le 18 décembre pour son soutien des villageois de Wukan, est de retour chez lui avec son épouse, après dix jours de « voyage » contraint.** Tang avait disparu du 22 février au 1er août cette année, en liaison avec le mouvement de la Révolution de jasmin. Il n'avait pu revenir à Guangzhou qu'en septembre. Sa famille se trouve sous contrôle constant de la police. (*Weiquanwang*, 18-27 décembre)
- 25 déc.** **Irruption à Langzhong (Sichuan) de la police lors d'un rassemblement religieux protestant tenu dans un square à l'occasion de Noël.** Elle a utilisé des gaz lacrymogènes, arrêté trois personnes et confisqué les instruments de musique. Dans la capitale le même jour, trente

membres de l'église Shouwang auraient été emmenés dans les locaux de la police. Les autorités empêchant la location de locaux, les religieux se trouvent contraints de tenir les offices dans les lieux publics. (R.F.A., 26 décembre)

- 26 déc. Condamnation du militant du Guizhou, Chen Xi (ou Chen Youcai), à dix ans de prison et trois ans de privation de droits civiques** pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État ». Chen Xi avait été arrêté le 29 novembre et le Forum des droits de l'homme qu'il avait créé au Guizhou, déclaré « organisation illégale » le 5 décembre. Chen Xi a déjà passé treize ans en prison. Son cas a peu retenu l'attention, de même que celui d'autres militants de province tels que Chen Wei. La rapidité de traitement du dossier s'expliquerait par le souhait des autorités d'obtenir la condamnation pendant la période des fêtes, alors que l'attention des militants se relâche. (Cf. les condamnations de Gao Zhisheng et de Liu Xiaobo). (H.R.I.C., 26 décembre ; C.H.R.D.)
- 23 déc. Le tribunal intermédiaire de Suining (Sichuan) a condamné le militant des droits de l'homme Chen Wei, arrêté le 28 mars, à neuf ans d'emprisonnement et deux ans de suspension des droits civiques** pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État ». Il s'agit de la plus lourde peine prononcée à l'encontre de personnes arrêtées ce printemps dans le cadre de la lutte contre « la révolution de jasmin ». Chen Wei n'a pas pu prendre la parole. Un de ses avocats, Liang Xiaojun, affirme : « Les mots me manquent pour décrire le déroulement du procès ». Comme son confrère Zhen Jianwei, il n'avait pas eu accès au dossier. Des policiers ont bloqué l'entrée du tribunal ; deux militants venus du Guangxi ont été placés en détention. Les autorités avaient pressé Ma Xiaopeng et les autres avocats précédemment choisis par la famille d'abandonner le dossier. Le tribunal a fondé son verdict sur quatre articles attribués à Chen Wei et diffusés entre mars 2009 et janvier 2011. Étudiant à l'Institut de technologie de Beijing en 1989, Chen avait fait de la prison jusqu'à janvier 1991 pour sa participation aux manifestations de Tiananmen. Il fut condamné en mai 1992 à cinq ans de prison pour avoir commémoré le massacre et avoir organisé un parti politique. (C.H.R.D., 23 décembre)
- 20 déc. Remis en liberté, après neuf mois de détention pour « création de troubles » de Wang Lihong.** La militante de Beijing est en très mauvais état physique ; elle a perdu douze kilos et souffre de problèmes cardiaques. Pour protester contre les tortures subies en prison, elle avait entamé une grève de la faim de trois jours avant sa libération. Elle a fait état des mauvais traitements subis par ses codétenus. La police a empêché plusieurs militants de la rencontrer à sa sortie de prison. (C.H.R.D., 20 décembre)
- 19 déc. À l'issue d'une peine de sept ans d'emprisonnement pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État », le poète, cybernaute et écrivain du Liaoning Zheng Yichun a recouvré la liberté.** Il reste privé de ses droits politiques pour trois ans ; sa famille a été avertie qu'il retournerait en prison s'il se livrait à des « activités illégales ». (Wei quanwang, 20 décembre)
- 14 déc. Remise en liberté après quatorze jours de détention de Wang Xuezheng et de son époux.** La police les avait arrêtés le 2 décembre alors qu'ils s'apprêtaient à se rendre à Jinan (Shandong) pour participer à une manifestation en faveur de Chen Guangcheng, le juriste aveugle assigné à résidence. (Wei quanwang, 14 décembre)
- 14 déc. On apprend qu'un pétitionnaire du Shandong, Jiao Yanshou, est détenu depuis 1999 dans un hôpital psychiatrique de Yantai (même province).** Il s'y trouve encore à l'âge de 71 ans. Jiao se plaignait d'avoir été volé par un dirigeant de son entreprise, ce qui lui avait valu d'être battu et de perdre son poste. Il avait tenté ensuite de se faire entendre des autorités, mais en vain. (Wei quanwang, 14 décembre)
- 14 déc. Détention depuis le 10 décembre d'une mère et de son enfant par les autorités de Linyi (Shandong)** parce que la famille n'avait pas les moyens de payer la très lourde amende (116.800 yuan = 14.500 €) infligée pour non respect de la politique de l'enfant unique. (Wei quanwang, 14 décembre)

- 13 déc.** **L'écrivain dissident Huang Jinqiu, habitant Linyi au Shandong, annonce sa libération après huit ans de prison le 20 octobre dernier.** Le retard d'annonce s'explique par les menaces de nouvelle arrestation s'il prenait contact avec les médias à sa remise en liberté. *(H.R.I.C., 13 décembre)*
- 11 déc.** **Envoi pour deux ans dans un camp de travail - à une date indéterminée mais postérieure à son enlèvement le 31 octobre - de la pétitionnaire et déléguée de village Zhang Dingfen, vivant dans la région de Chongqing.** Après bien des recherches, son époux qui s'inquiétait de sa disparition, a fini par apprendre la sanction pour « destruction de l'ordre dans l'unité de travail ». Zhang défendait les intérêts de son village, suite aux réquisitions de terrain, aux démolitions de logements et aux évictions contraintes. Son action lui avait déjà valu un an de rééducation par le travail en 2008. *(C.H.R.D., 11 décembre)*
- 7 déc.** **Inculpation officielle le jour de ses soixante ans de Zhu Fuxiang pour « destruction intentionnelle de propriété ».** Il avait été arrêté le 30 novembre dans le district Haidian de la capitale. Zhu avait pris plusieurs initiatives depuis qu'il avait appris qu'on allait démolir sa maison. Il s'était présenté comme candidat indépendant aux dernières élections locales. *(Wei quanwang, 7 décembre)*
- 4 déc.** **Dix jours de détention administrative infligés à Lan Yuelian, militante de Shanghai, pour avoir tenté de transmettre ses doléances au chef de l'État et au premier ministre.** Lan Yuelian accuse le secrétaire du parti de son village d'abus de pouvoir. Le 15 novembre, après une détention dans la prison clandestine Jiujinzhuang, elle avait été ramenée à Shanghai et condamnée à cinq jours de détention. *(C.H.R.D., 7 décembre)*
- 2 déc.** **Remise en liberté de Jiang Guorong de Chengdu (Sichuan) après près de neuf mois d'incarcération dans une prison clandestine.** Elle se battait pour obtenir une indemnité après la destruction de sa maison. *(C.H.R.D., 13 décembre)*
- 2 déc.** **Remise en liberté sur parole, assortie de six mois d'assignation à résidence de Cai Shuren, militante des droits civiques de Chengdu (Sichuan).** Elle avait été arrêtée le 14 novembre, après une manifestation de paysans qui avait duré une semaine devant les bâtiments municipaux du district Chenghua de Chengdu. Les villageois demandaient une indemnisation pour leurs terres réquisitionnées au profit d'une Université. *(C.H.R.D., 4 décembre)*
- 1 déc.** **Retour chez lui mais avec assignation à résidence pour six mois de Ding Mao, détenu depuis le 19 février pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État ».** Ding n'avait pu rencontrer son avocat au motif que son dossier concernait « des secrets d'État ». Actif dans le mouvement démocratique de 1989, Ding Mao fut emprisonné en 1989 puis en 1992, alors qu'il organisait le parti social-démocrate. Il a passé au total neuf ans en prison. *(C.H.R.D., 1 décembre)*

## AVOCATS . APPAREIL JUDICIAIRE. CRIMINALITÉ.

- 16 déc.** **Un tribunal de Beijing a condamné l'avocat Gao Zhisheng, disparu depuis vingt mois, à une peine d'emprisonnement de trois ans.** L'ancien défenseur de membres du Falungong et de chrétiens avait été condamné en décembre 2006 à trois ans de prison avec sursis, assortis d'une période probatoire de cinq ans, pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État ». La cour a décidé qu'il devait effectuer sa peine de trois ans pour avoir, à plusieurs reprises, « violé les règles de la mise en liberté sous surveillance ». Il est difficile de comprendre comment l'avocat, maintenu sans cesse sous contrôle policier, aurait pu violer les règles de la période probatoire. Sa famille ignore en quelle prison il se trouve. Gao Zhisheng a perdu sa licence professionnelle en 2005 ; il a été torturé à plusieurs reprises durant ses détentions. L'annonce officielle de sa condamnation est la première reconnaissance sans ambiguïté de la détention secrète de l'ancien avocat. Le 22 décembre, Mme Ashton, Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères a demandé la remise en liberté immédiate de l'avocat et des informations sur sa situation présente. *(Front Line Defenders, 22 décembre ; South China Morning Post, 17 décembre)*

- 17 déc.** **Selon le Ministère de la Sécurité publique, la police a pu arrêter depuis mai dernier 23.000 fugitifs dont elle avait perdu la trace depuis au moins dix ans.** Plus de trente mille dénonciations ont permis d'appréhender 19.000 des individus mis en détention. Parmi les fugitifs retrouvés, 12.000 étaient suspectés d'homicide. (*Xinhua, 17 décembre*)
- 17 déc.** **Selon le ministère de la Sécurité publique, le gouvernement a l'intention de dépenser 46,3 milliards de yuan (5,6 milliards d'euros) dans les cinq années prochaines pour améliorer les conditions de détention et élargir les capacités d'accueil.** Les règlements de détention auraient été modifiés « pour une meilleure protection des droits légitimes des détenus ». Deux mille prisons accepteraient des visites du public. (*Xinhua, 17 décembre*)
- 14 déc.** **Quarante avocats se sont regroupés à Changsha (Hunan) pour fournir une assistance gratuite aux travailleurs migrants qui demandent le versement des salaires impayés à l'approche de la Fête du printemps.** C'est en effet à ce moment que des millions d'ouvriers ont besoin du paiement des arriérés pour retourner dans leur village et y passer les fêtes en famille. Les mesures prises par le gouvernement pour mettre fin aux retards de paiements patronaux n'ont guère eu d'effet. (*Xinhua, 14 décembre*)
- 13 déc.** **Le ministère des Finances a saisi depuis le début de l'année huit mille cagnottes et comptes dissimulés dans les ministères et le reste du secteur public ;** ils représentent un montant de 2,85 milliards de yuan (équivalent de 345 millions d'euros). Ces comptes cachés abritent souvent des détournements de fonds et des moyens de corruption. Depuis 2009, plus de cinquante huit mille cagnottes ont été repérées. (*Xinhua, 13 décembre*)
- 11 déc.** **La police a enquêté sur 132.000 affaires et arrêté plus de 90.000 individus lors d'une campagne de quatre mois dirigée contre les fraudes et illégalités alimentaires et pharmaceutiques.** Parmi les cibles, la fabrication du clenbuterol, additif interdit pour l'engraissement des porcs et « l'huile de poubelles », issue de la récupération des déchets gras de restaurant. (*Xinhua, 11 décembre*)
- 10 déc.** **Le Bureau des produits alimentaires et pharmaceutiques menace de nommer et de blâmer les sociétés pharmaceutiques qui utiliseraient des produits chimiques interdits** ou seraient impliquées dans des contrefaçons. Il pourrait leur retirer la licence professionnelle en cas de vente délibérée de produits non conformes. Le 4 novembre, la police avait saisi quatre millions de fausses pilules et arrêté cent quatorze personnes ; en octobre, elle avait démantelé un réseau de contrefaçon et confisqué pour 190 millions de yuan de stocks. (*Xinhua, 10 décembre*)
- 8 déc.** **Zuo Xiaohuan, ancien militant du mouvement démocratique de 1989, a révélé les tortures,** les privations de nourriture et les nombreuses et extrêmes violences reçues du 26 avril 2010 au 11 novembre 2011 au centre de détention du district de Santai (Sichuan) et que lui ont infligés tant les gardiens et les cadres que les codétenus. Il était incarcéré pour « incitation à la subversion », après avoir défendu les intérêts d'enseignants d'écoles non gérées par l'État. Après dix-huit mois de détention provisoire, le tribunal a décidé de ne pas poursuivre et de le sortir de prison. Il est cependant assigné à résidence.  
Zuo Xiaohuan a fait un an de prison en 1989-1990. Plus tard, il fut condamné à deux ans de rééducation dans un camp de travail pour « incitation à la subversion ». (*Weiyanwang, 8 décembre*)
- 6 déc.** **Deux gangs spécialisés dans le trafic d'enfants ont été démantelés au Sichuan et au Fujian.** La police a procédé à 608 arrestations et a libéré 178 enfants. Depuis le début de la campagne lancée en avril 2009, le nombre des groupes de trafiquants de femmes et d'enfants découverts s'élève à 7.025 ; 18.518 enfants et 34.813 femmes ont été sauvés. (*Xinhua, 6 décembre*)
- 3 déc.** **Augmentation du trafic de femmes en provenance du Vietnam, du Laos et de Birmanie, selon le Quotidien du peuple, qui ne donne aucun chiffre.** Il s'agit de femmes originaires de régions rurales pauvres, revendues à des célibataires et auxquelles les trafiquants font miroiter les facilités de la vie urbaine. Les prix de revente vont de 20.000 (2.400 €) à 50.000 yuan (6.000 €). (*Xinhua, 3 décembre*)

**30 nov. Publication du premier Livre bleu des Avocats de Beijing.** Il met en évidence le refus croissant des avocats de traiter les dossiers criminels, trop risqués et peu rémunérateurs. De nombreux criminels ne trouvent pas d'avocats (80% en 2009 à Beijing). Les avocats de Beijing traitent en moyenne 0,53 affaires criminelles par an, - soit le tiers de la moyenne nationale. Les honoraires moyens sur de tels dossiers seraient de 11.700 yuan contre 78.000 yuan pour les autres affaires. Selon une étude menée dans le district de Haidian, 14,6% des avocats avaient rencontré leur client lors de l'instruction criminelle ; 12% des avocats affirment que les audiences se tiennent sans qu'ils en soient informés. (*Beijing news, cité par C.H.R.D., 6 décembre*)

## CONDITION OUVRIÈRE. POLLUTIONS INDUSTRIELLES. CONFLITS DU TRAVAIL.

**10 déc. Trois cents ouvriers grévistes de la société Hailiang Storage ont affronté la police à Shenzhen (Guangdong)** alors que celle-ci protégeait la sortie d'entrepôt de fabrications émanant de la filiale d'Hitachi. Vingt ouvriers ont été blessés et une douzaine, détenus quelques heures. Le conflit avait commencé le 4 décembre, après l'acquisition de la société par la firme Western Digital ; les salariés s'inquiétaient du paiement de leurs salaires et du maintien de leur emploi. Ils ont décidé de poursuivre leur grève. Le mouvement de protestation s'étendrait aux villages voisins. (*South China Morning Post, 11 décembre*)

**7 déc. Les autorités chinoises ont fixé la date du 23 janvier pour le règlement des litiges concernant les arriérés de salaires dus aux travailleurs migrants.** Neuf agences gouvernementales sont chargées de veiller à l'application de cette disposition. L'avocat Zhang Zhiqiang, spécialisé dans les conflits du travail des migrants, estime que ces dispositions risquent fort de rester lettre morte, faute de comptabilité d'entreprise fiable et transparente. (*South China Morning Post, 7 décembre*)

**3 déc. Les familles des quarante-trois victimes de la catastrophe minière survenue au Yunnan le 10 novembre ont reçu 660.000 yuan** pour celles dont le corps des victimes a été retrouvé et 700.000 pour celles dont on n'a pu remonter le corps. La mine opérait dans l'illégalité depuis un an et n'avait pas obéi en avril 2011 à l'injonction de cesser sa production. (*Xinhua, 3 décembre*)

**30 nov. – 6 déc. Des ouvrières de l'usine d'électronique Hi-P international, appartenant à des entrepreneurs singapouriens et située dans la zone de développement Jinqiao de Pudong (Shanghai) ont bloqué l'entrée de l'établissement** et affronté la police, suite à la décision de déplacer l'activité vers Suzhou (Anhui). Un déplacement en autobus ajouterait une heure et demi de transport à leur journée de travail, déjà très longue (il leur arrive de travailler vingt heures). Les grévistes estiment être plus d'un millier ; la direction donne un chiffre bien inférieur. Les ouvrières travaillent pour les firmes Apple, Blackberry, Motorola et Hewlett-Packard. Les salariés avaient déjà arrêté le travail pendant près de deux semaines en juillet et août derniers. (*South China Morning Post, 6 décembre*)

**26 nov. Une explosion survenue dans un puits de mine à Changtian (district de Huishui, Guizhou), a enseveli vivants deux hommes, - le père et le fils.** Des milliers de villageois ont porté leur cadavre vers les bâtiments municipaux pour exiger des explications mais les officiels ont refusé de les recevoir. Ils ont alors saccagé les quatre étages, cassant les vitres et détruisant les ordinateurs puis ont renversé cinq véhicules de la police. La police a tiré pour les disperser. Selon l'agence Xinhua, le secrétaire du parti et le maire de Changtian ont été destitués. (*Epoch Times, 29 novembre ; Xinhua, 27 novembre*)



## CONFLITS DE MASSE. CONDITION PAYSANNE. ÉVICTIONS FONCIÈRES.

**23 déc.** **Les protestations et les affrontements avec la police continuent dans le village de pêcheurs de Haimen, situé près de Shantou (Guangdong).** Plusieurs milliers de paysans qui protestaient contre la construction d'une seconde centrale au charbon, étaient retournés chez eux le 20 décembre après la suspension du projet par la municipalité de Shantou. Mais ils affirment désormais ne pas se fier aux déclarations officielles, demandent l'annulation du projet et bloquent toujours le trafic de la ligne ferrée Shenzhen-Shantou. Les villageois accusaient la première centrale d'avoir accru le nombre de cancers, dégradé l'environnement et diminué le volume des pêches par le déversement des eaux usées. (*Xinhua, 20 décembre*)

**20 déc.** **Les manifestants de Wukan, (village situé près de Lufeng, province du Guangdong) ont décidé de ne pas aller manifester devant les bâtiments municipaux de Lufeng** à condition que les autorités administratives :

- reconnaissent officiellement le comité provisoire de direction du village
- relâchent les trois jeunes arrêtés précédemment
- leur remettent pour examen le corps de Xue Jinbo, décédé dans les locaux de la police.

Le gouvernement a désigné un groupe de travail composé de vingt-deux fonctionnaires provinciaux, dont le chef adjoint du parti pour le Guangdong et le vice-gouverneur de la province pour examiner les plaintes des villageois concernant la corruption des officiels, les cessions de terrain et l'absence de démocratie dans les élections locales.

La municipalité de Lufeng s'est engagée à assurer la sécurité des délégués aux pourparlers et à cesser les arrestations si les villageois ne « causaient pas de troubles ». Selon Apple Daily, le mouvement de protestation s'étendrait aux villages voisins. (*South China Morning Post, 21 décembre ; Apple Daily*)

**18 déc.** **Près d'un millier de paysans de Daimei (près de Shantou, au Guangdong) ont marché sur les bâtiments municipaux de Xinan, Shantou et Chaoshan,** accusant les fonctionnaires d'avoir vendu à titre privé des terrains sans leur avoir accordé d'indemnisation. Les villageois de Longtou, situé à sept kilomètres de Wukan, avaient le 13 décembre, détruit un mur d'enceinte et bloqué un site de construction, installé sur un terrain réquisitionné sans indemnité. (*Molihua, 19 décembre ; R.F.A., 15 décembre*)

**29 nov.** **Le gouvernement décide un nouveau seuil officiel de pauvreté pour le monde rural.** Il s'établit désormais annuellement à 2.300 yuan (environ 362 dollars ou 268 euros) de revenu annuel. (*Xinhua, 29 novembre*)

**28 nov.** **Les villageois Zhongdongxi, près de Heshan (Guangdong), ont manifesté devant l'administration provinciale à Guangzhou, dénonçant la revente illégale d'échoppes collectives par leur chef de village** et les détournements de fonds opérés par ce dernier. Un incident semblable était survenu le 22 novembre à Wukan, district de Lufeng, pour la cession frauduleuse de terrains collectifs. (*South China Morning Post, 29 novembre*)

**25-28 nov.** **Quelques milliers de petits boutiquiers ont manifesté pendant plusieurs jours à Zhaoqing (Guangdong) contre le triplement des loyers décidé par les autorités.** Ils ont bloqué le trafic, s'en sont pris aux bureaux administratifs concernés et ont affronté la police. (*South China Morning Post, 29 novembre*)

**22 nov.** **La municipalité de Liuzhou (Guangxi) a utilisé des moyens particulièrement violents pour expulser des habitants et détruire plus de cinquante logements,** sans avoir averti des démolitions ni avoir discuté d'éventuelles compensations. Au petit matin sont arrivés des policiers en armes ou en civil accompagnés de chiens, des forces anti-émeutes, des pompiers, des ambulanciers, au total six cents personnes. Ils ont pénétré dans les appartements et en ont chassé les occupants, faisant un mort (une femme mordue par un chien) et de nombreux blessés. On dispose de peu de détails sur cette

affaire car les victimes sont peu enclines à parler. (*Weiquanwang*, 6 décembre)

**Nov.** **Selon l'Académie des sciences sociales, le nombre des « conflits de masse » s'est élevé en 2010 à 187.000.** 65% d'entre eux concernaient des conflits fonciers, - concernant notamment les réquisitions de terrain, les indemnisations de propriétaires, les profits réalisés lors des reventes à des industriels par les municipalités. (*Zhengming*, novembre)

## MINORITÉS ETHNIQUES

### QUESTION TIBETAINE

**13 déc.** **Le gouvernement central déclare avoir dépensé, en 2011, 66 millions de yuan (huit millions d'euros) pour améliorer les équipements sanitaires de la région autonome.** Chacun des vingt et un hôpitaux de district aurait reçu l'équivalent de 242.000 euros ; une somme double a été attribuée à six hôpitaux traditionnels de préfecture. (*Xinhua*, 13 décembre)

**8 déc.** **Selon le responsable du programme de lutte contre la pauvreté, le revenu annuel moyen d'un paysan tibétain serait de 4.138 yuan en 2010, soit 501 euros.** Depuis 2001, 1,3 million de paysans auraient franchi le seuil de pauvreté de 1.300 yuan (137 euros) de revenu annuel. (*Xinhua*, 8 décembre)

**29 nov.** **Des bergers tibétains ont envahi un abattoir dans la ville Minyak RanNgaKha,** dans la préfecture de Kardzé (Sichuan) pour protester contre le vol de leurs yaks. Ils ont étalé la viande sur la route, affronté la police, saisi quelques armes et endommagé plusieurs de ses véhicules. Dix d'entre eux ont été arrêtés. (*R.F.A.*, 1 décembre)

**29 nov.** **Condamnation à cinq ans de prison de l'ancien moine Tsering par le tribunal de la préfecture Ngaba (Aba) au Sichuan.** Il avait été arrêté au printemps de l'année précédente, alors qu'il se cachait pour échapper aux poursuites liées à sa participation au mouvement de protestation de 2008. (*R.F.A.*, 27 décembre)

### QUESTION OUIGHOURE

**28 déc.** **Un affrontement survenu à Hotan, après le décès d'un policier poignardé dans le village Mukula du district Pishan (près de la frontière sino-indo-pakistanaise), aurait fait sept morts Ouighours,** - qualifiés de terroristes par la presse officielle. Le côté ouighour estime que le nombre des morts est supérieur. (*R.F.A.*, 29 décembre)

**27 déc.** **Les perquisitions domiciliaires se multiplient au Xinjiang (Ouroumtchi et Aksu notamment) depuis une décade.** La police recherche des documents estimés subversifs, des photos de dirigeants indépendantistes, des livres de prière ; elle confisque des ordinateurs et procède à des arrestations d'un nombre indéterminé. (*R.F.A.*, 27 décembre)

### MONGOLIE INTÉRIEURE

**30 nov.** **Condamnation à deux ans de rééducation par le travail pour « trouble de l'ordre public » de la pétitionnaire Niu Chunchan.** Victime en juin 2009 d'une expropriation forcée, elle s'était rendue le 8 novembre à Beijing pour tenter d'obtenir compensation et y avait été arrêtée. Niu avait déjà subi cinq détentions administratives. Au total, elle aurait, selon sa famille, passé plus de trois cents jours dans des prisons clandestines. (*C.H.R.D.*, 8 décembre)

## INFORMATIONS DIVERSES

*(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).*

- 29 déc. Dans les quinze prochaines années, l'exode rural devrait pousser vers les villes quelque 320 millions de villageois, soit l'équivalent de la population des États-Unis. Selon le Bureau du Travail et de la protection sociale, l'exode rural annuel est en moyenne de 15 millions de personnes. *(R.F.I., 29 décembre)*
- 20 déc. La production de pétrole brut a dépassé 200 millions de tonnes en 2010, selon le Bureau national des statistiques. Les deux principales sociétés sont Petrochina's Daqing Oilfield et Shengli Oilfield. Cette dernière entreprise veut faire passer sa production de 27,3 millions de tonnes en 2011 à 27,5 en 2012. *(Xinhua, 20 décembre)*
- 13 déc. La Chine envoie son plus gros navire patrouilleur dans la mer de Chine orientale pour affirmer ses droits territoriaux et ses intérêts maritimes. Le navire doit se rendre sur les zones d'exploitation offshore de pétrole et de gaz, ainsi que sur la zone de développement commun sino-japonaise. *(Xinhua, 13 décembre)*
- 12 déc. La Chine présente sa création d'une base maritime dans les Seychelles comme un acte pacifique dont l'objet est de combattre la piraterie dans l'Océan indien. La base servirait à l'approvisionnement des navires d'escorte qui protègent ses navires et, selon Beijing, n'aurait pas de lien avec le lancement prochain d'un porte-avions. *(P.T.I. news, 13 décembre)*
- 8 déc. D'après les statistiques officielles, le revenu disponible par famille chinoise rurale et urbaine était respectivement en 2010 de 5.919 yuan et 19.109 yuan, soit 715 euros et 2.309 euros. *(Xinhua, 8 décembre)*
- 3 déc. En 2011 dans la province du Hebei (63 millions d'habitants), plus de 3,48 millions d'individus ont eu accès à l'eau potable. Pour la période 2005 à 2010, le nombre des bénéficiaires est de treize millions de ruraux. *(Xinhua, 3 décembre)*
- 2 déc. La production de céréales a atteint 571 millions de tonnes en 2011, selon l'Office national des Statistiques. *(Xinhua, 2 décembre)*
- Note LdH : le chiffre est à peu près le double de celui de 1975. La population d'alors était estimée à 750 millions, soit un peu plus de la moitié de celle d'aujourd'hui.*

### APPEL A COOPÉRATION BÉNÉVOLE DU GROUPE CHINE

Les tensions politiques et sociales s'accroissent, le poids international de la Chine s'alourdit et le travail du groupe augmente. Nous voulons informer, sensibiliser et organiser des actions concrètes. Le groupe Chine ne dispose que de faibles moyens au regard de l'ampleur des tâches. Il serait donc très heureux d'accueillir de nouveaux membres.

La connaissance du chinois n'est pas indispensable en particulier pour le travail de communication ; mais il faut disposer d'un ordinateur pour maintenir les échanges entre les réunions mensuelles. Toute personne intéressée peut s'adresser au secrétariat de la Ligue.

*Nous serions aussi très contents de recevoir vos commentaires et suggestions concernant le bulletin et son contenu.*

## DÉMARCHE EN FAVEUR DE LIU XIAOBO

Pour l'anniversaire de l'attribution du Prix Nobel de la Paix à Liu Xiaobo, emprisonné depuis décembre 2008, un Comité de soutien composé de plusieurs Prix Nobel s'est constitué. Nous reproduisons ci-dessous la lettre demandant la libération de l'écrivain et les signatures recueillies à l'origine.



### Comité de soutien à Liu Xiaobo 刘晓波

#### Des lauréats du prix Nobel de la Paix et des personnalités lancent le Comité de soutien à Liu Xiaobo

A quelques jours de la remise du prix Nobel de la paix 2011, cinq lauréats du prix Nobel et des personnalités des droits de l'homme lancent ensemble le Comité de soutien à Liu Xiaobo, intellectuel récompensé en 2010 par le Comité Nobel pour ses « efforts durables et non violents en faveur des droits de l'homme en Chine ».

La communauté internationale semble avoir oublié qu'un an après la remise du prix, Liu Xiaobo est toujours incarcéré en Chine et dans des conditions éprouvantes. Il est aujourd'hui le seul prix Nobel emprisonné.

Les prix Nobel de la paix Shirin Ebadi, Jody Williams, Mairead Maguire, Betty Williams et Arch. Desmond Tutu ont accepté de se joindre aux efforts de ce comité indépendant pour exiger la libération immédiate et inconditionnelle de Liu Xiaobo. Ils sont également attentifs au sort réservé à sa famille, notamment à son épouse Liu Xia qui se trouve en résidence surveillée depuis plus d'un an à Pékin, sans procès ni décision administrative.

Après une vague d'intimidations internationales, les autorités de Pékin concentrent leurs pressions sur la famille et sur les amis de Liu Xiaobo pour les réduire au silence. Et cette condamnation à onze ans de prison semble peu à peu tomber dans l'oubli hors de Chine.

Le Comité de soutien à Liu Xiaobo, composé d'intellectuels, d'artistes, de sinologues et de militants des droits de l'homme, a vocation à informer, à défendre et à plaider en faveur de la libération du premier Chinois lauréat du prix Nobel de la paix. Ses actions s'adressent aux gouvernements, aux organisations internationales et à l'opinion publique. Le comité appelle tous ceux qui sont attachés à la liberté de pensée à le rejoindre dans son action pour obtenir la remise en liberté de Liu Xiaobo.

#### Signataires :

Dr. Shirin Ebadi, Lauréate du Prix Nobel de la Paix 2003  
Ms. Jody Williams, Lauréate du Prix Nobel de la Paix 1997  
Arch. Desmond Tutu, Lauréat du Prix Nobel de la Paix 1984  
Ms. Mairead Maguire, Lauréate du Prix Nobel de la Paix 1976  
Ms. Betty Williams, Lauréate du Prix Nobel de la Paix 1976

Mr. Vaclav Havel, Ecrivain, Ancien Président de la République Tchèque  
Jared Genser, Avocat International de Liu Xiaobo, Fondateur de Freedom Now  
Jianli Yang, Président, Initiatives for China

Souhayr Belhassen, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH)  
Pierre Tartakowsky, Ligue des droits de l'homme (LDH)  
Jean-François Julliard, Reporters sans frontières (RSF)  
Pierre Bergé, Fondation Pierre Bergé-Yves Saint Laurent  
Raphaël Chenuil-Hazan, directeur d'Ensemble contre la peine de mort (ECPM)  
François Walter, Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT)  
Marie Holzman, Solidarité Chine  
Marie – Françoise Lamberti, Agir pour les Droits de l'Homme (ADH)  
Jean-Paul Ribes, président du Comité de soutien au peuple tibétain (CSPT)  
Vincent Metten, Campagne Internationale pour le Tibet (ICT)  
Thor Halvorssen, Président, Human Rights Foundation, Fondateur d'Oslo Freedom Forum  
Jean-Luc Bennaïm, député européen  
Jean-Philippe Béja, Directeur de Recherche au CNRS, Traducteur de Liu Xiaobo  
Alain Bouc, Ligue des droits de l'homme (LDH)  
Dominique Guibert, Ligue des droits de l'homme (LDH)  
Emmanouil Athanasiou, avocat

**Contact :** [comiteliuxiaobo@gmail.com](mailto:comiteliuxiaobo@gmail.com)

Les internautes sont appelés à rejoindre le Comité sur la page Facebook : [www.facebook.com/pages/Comité-de-soutien-à-Liu-Xiaobo/](http://www.facebook.com/pages/Comité-de-soutien-à-Liu-Xiaobo/)

## **L'UNION EUROPÉENNE ET LA CHINE. TRISTE ÉTAT DU DIALOGUE SUR LES DROITS DE L'HOMME.**

L'Union européenne et la Chine ont créé en 1994 les bases d'un dialogue politique sur « les sujets d'intérêt commun », dialogue qui s'est progressivement mis en place. Une délégation de l'Union européenne s'occupe à Beijing de l'ensemble des démarches entre les deux parties, à l'exception des questions consulaires. Les rencontres annuelles du président de l'Union et du Chef d'État chinois, d'une part, du président de la Commission et du premier ministre chinois, d'autre part, forment le cadre principal de ce dialogue politique.

Il existe parallèlement un dialogue sur les droits de l'homme, mis en place en 1995. Selon le site de la délégation à Beijing, « L'Union européenne est engagée dans la promotion des droits de l'homme en Chine d'une manière active, soutenue et constructive ». Ce dialogue est en principe semestriel. Il est utile d'en apprécier les résultats.

En seize ans, la Chine a signé des textes tels que la Convention sur les droits civils et politiques (non ratifiée) ou la Convention sur les droits sociaux, économiques et culturels (ratifiée). Ces signatures auraient leur importance si la Chine appliquait les textes. Mais elle ne le fait pas au nom des « caractéristiques chinoises » ; la lecture de ce bulletin suffit à montrer qu'il ne s'agit pas d'accrocs occasionnels mais bien d'une pratique habituelle et délibérée.

En vérité, la Chine n'a que faire de ces dialogues. Comme en 2010, elle a annulé la rencontre de fin d'année 2011. La délégation de l'Union en Chine le déplore dans un communiqué du 22 décembre mais se contente de regretter (1). On pourrait passer sur l'incident si la réunion du premier semestre avait porté ses fruits.

La trentième et dernière rencontre s'est tenue à Beijing le 16 juin 2011. A un niveau qui n'impliquait pas de prise de décision : d'un côté, le Directeur Asie du Service d'action extérieure de l'Union (Jim Moran) ; de l'autre, le Directeur général du ministère des Affaires étrangères (Chen Xu). Comme d'habitude, ce fut un dialogue de sourds (2). Et comme d'habitude, l'Union européenne n'a pas noté qu'on se moquait d'elle.

En effet, la Chine a renvoyé la délégation européenne dans les cordes, soulevant des questions qu'elle avait trouvées sans difficultés dans la presse occidentale, telles que la surpopulation des prisons, les discriminations envers les Lapons (Samis) et les Roms, les débats sur le multiculturalisme, la xénophobie et le sous-emploi.(3)

Ces manquements européens sont sans doute indignes. Mais fallait-il dans le communiqué accepter de les placer sur le même plan que l'absence pendant plus de soixante ans de consultation populaire sur la direction du pays, le refus de la séparation des pouvoirs et d'une justice indépendante, le régime du laogai avec ses millions de détenus, la confusion irréfugable du Parti et de l'État, pour ne parler ni de l'incarcération au printemps de centaines de dissidents par peur d'une « révolution de jasmin », ni de l'enfermement pour onze ans d'un Prix Nobel - sans précédent depuis la période nazie, ni de la condition ouvrière ou du sort réservé aux minorités ethniques des zones frontalières ?

Faut-il, faudra-t-il toujours être aimable et condescendant ? Après seize ans de discussions sur les droits de l'homme sans résultats tangibles, le problème essentiel est-il encore de fixer la date de la prochaine réunion ?

1) Pour le communiqué, voir en anglais

[http://eeas.europa.eu/delegations/china/press\\_corner/all\\_news/news/2011/20111222\\_01\\_en.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/china/press_corner/all_news/news/2011/20111222_01_en.htm)

2) Pour le résumé des entretiens, voir en anglais

[http://eeas.europa.eu/delegations/china/press\\_corner/all\\_news/news/2011/20110616\\_01\\_en.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/china/press_corner/all_news/news/2011/20110616_01_en.htm)

3) Quant aux reproches chinois, on notera

- S'agissant des prisons que la Chine souffre du même mal puisque les crédits alloués en décembre pour l'amélioration du système pénitentiaire ont pour objet explicite, entre autres, de remédier à la surpopulation carcérale.
- Que le chômage chinois recensé est faible dans les statistiques mais qu'il est fort élevé sous forme déguisée, avec la prolifération des petits commerces identiques et concurrents et avec le sous-emploi massif des populations rurales.

## BIBLIOGRAPHIE.

---

- **Zhang Hui. Violations des droits de l'homme et problèmes de gestion urbaine globale et d'application de la loi. CHINA HUMAN RIGHTS DEFENDERS, 25 novembre 2011.**

En chinois, accessible sur le site : [http://wqw2010.blogspot.com/2011/11/blog-post\\_5808.html](http://wqw2010.blogspot.com/2011/11/blog-post_5808.html).

Le système administratif local mis en place à partir de 1997 pour coordonner l'action des services municipaux se livre souvent à des abus de pouvoirs appuyés sur des moyens brutaux en matière d'éviction-expulsion ou pour l'organisation des petits commerces. Le rapport se fonde sur des entretiens avec des fonctionnaires locaux et des petits boutiquiers, ainsi que sur les abus relatés dans les médias.

- **Aljazeera, les esclaves des prisons. Reportage video a partir des documents du musee du laogai. En anglais, 25 minutes.**

Accessible sur le site : <http://www.aljazeera.com/programmes/slavery21stcenturyevil/2011/10/2011101091153782814.html>

L'émission présente des vues de camp de réforme par le travail, prises clandestinement par Harry Wu, le fondateur du Musée du Laogai de Washington. Il souligne l'importance des exportations en provenance des prisons, effectuées sous un nom d'entreprise banal. Un entretien téléphonique révèle la supercherie. Le problème commercial concerne tout autant l'Europe que les États-unis.

- **Hu Jia. Lettre au comité du prix Nobel. Relayé le 10 décembre par Reporters sans frontières.**

Accessible sur le site : <http://fr.rsf.org/chine-message-de-soutien-de-hujia-au-10-12-2011,41538.html>

Dans ce texte digne, généreux et touchant, le Prix Sakharov du Parlement européen (et citoyen d'honneur de la ville de Paris) Hu Jia affirme sa solidarité avec Liu Xiaobo et son épouse et avec l'ensemble de la dissidence chinoise.

## SOURCES D'INFORMATION

---

*64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, Utopia, The Standard, Weiquan Wang, Wen Wei Po.*

**POUR PRENDRE CONTACT,**  
écrire à :

[communication@ldh-france.org](mailto:communication@ldh-france.org)  
en indiquant en objet de votre  
mail : «Groupe Chine».